

Contexte

La zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée depuis quelques années par un climat d'insécurité¹. A la suite de la crise sécuritaire au Mali en 2012, le contexte s'est progressivement dégradé au Niger en 2018, puis au Burkina Faso en 2019 du fait de la recrudescence des groupes armés², de la criminalité et des pics de violence liées aux conflits communautaires³. Cette situation a entraîné de nombreux déplacements de populations: au 31 octobre 2021, plus de 1,8 million de populations déplacées internes (PDI) était recensé dans la zone dite des 3 Frontières⁴. Ces mouvements de populations exacerbent la vulnérabilité des ménages qui se déplacent, dans un contexte où les populations locales font face à des conditions climatiques difficiles et à une pauvreté persistante⁵.

Cette augmentation des besoins intervient dans un contexte où l'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas sécuritaires, géographiques et logistiques. L'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités, avec notamment d'importantes lacunes d'informations sur la nature et la sévérité des besoins des populations affectées entravant la réponse à la crise humanitaire qui affecte la région^{6,7}. Depuis novembre 2019, le suivi de la situation humanitaire (HSM) dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a donc été mis en place avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (BHA), afin de pouvoir mieux comprendre les déplacements de populations, ainsi que d'identifier les besoins multisectoriels présents dans cette zone et d'en comprendre les grandes tendances.

L'analyse a pour objectif d'esquisser les principales tendances de déplacements de populations, et l'évolution des besoins en matière de protection, de sécurité alimentaire et d'accès aux moyens de subsistance en 2021 dans les 10 régions ciblées par le HSM, à savoir : le Centre-Nord, le Nord, l'Est et le Sahel (Burkina Faso) ; Gao, Menaka, Mopti et Tombouctou (Mali) ; Tahoua et Tillabéri (Niger). Ces résultats sont complétés et discutés à la lumière de données secondaires, afin de permettre une compréhension plus fine des tendances mises en évidence.

Méthologie

Le suivi de la situation humanitaire (HSM) repose sur un système de collecte de données bimestriel mis en place par l'initiative REACH, et basé sur la méthodologie 'Zone de connaissance'⁸. Il a pour objectif de collecter, analyser et partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. **Les résultats présentés dans cette synthèse sont issus de la collecte de données ayant eu lieu entre le 9 et le 30 novembre 2021, et sont complétés par des groupes de discussions ayant eu lieu en octobre et novembre 2021 dans les trois pays⁹.** Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), ont été agrégées au niveau de la localité, de l'unité administrative 2 (soit le cercle (Mali), la province (Burkina Faso) ou le département (Niger)) ou de la région. Elles sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités évaluées de la région et de l'unité administrative 2 ont été évaluées.

Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la situation de la localité dans une période de trente jours avant la collecte de données. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en % de localités. La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

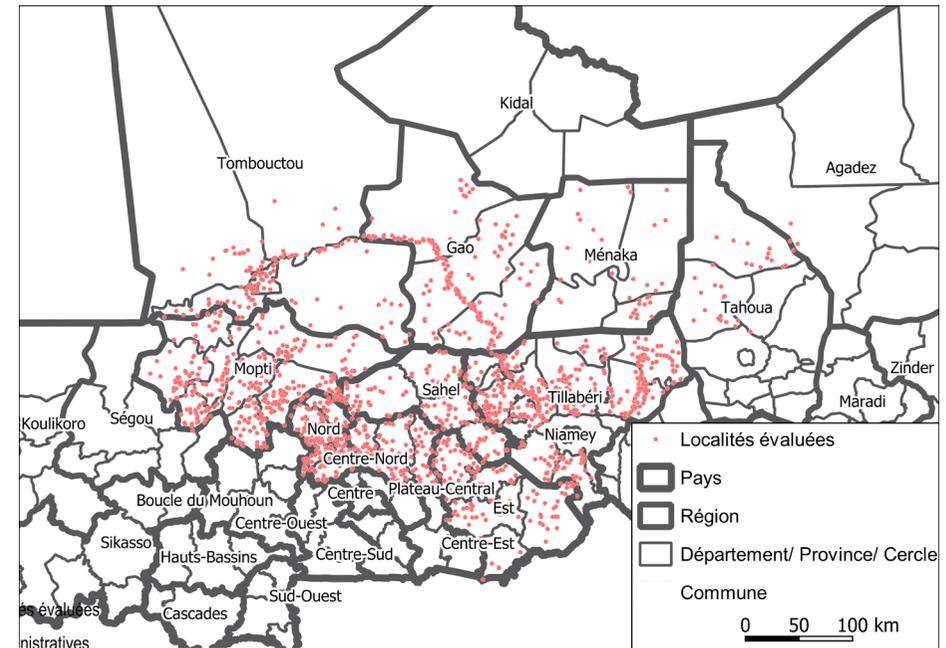
Couverture

Tableau de couverture des cartes présentées : novembre 2020, mai 2021 et de janvier 2021, par région

	Burkina Faso			Mali			Niger		
	Nov. 20	Mai. 21	Nov. 21	Nov. 20	Mai. 21	Nov. 21	Nov. 20	Mai. 21	Nov. 21
# d'IC	652	611	712	577	598	695	758	899	790
# total de localités	4 817			4 753			4 960		
# de localités évaluées	577	524	601	561	589	681	463	478	495
Taux de couverture	12%	10,9%	12,5%	11,8%	13,4%	14,3%	9,3%	9,6%	10%

Sur l'ensemble de la fiche d'information, et lorsque des évolutions entre différents mois sont présentées, il est important de tenir compte de la potentielle variation entre les localités évaluées au sein d'une même unité administrative 2 (départements, cercle, province) d'un mois à l'autre.

Couverture géographique (Novembre 2021)

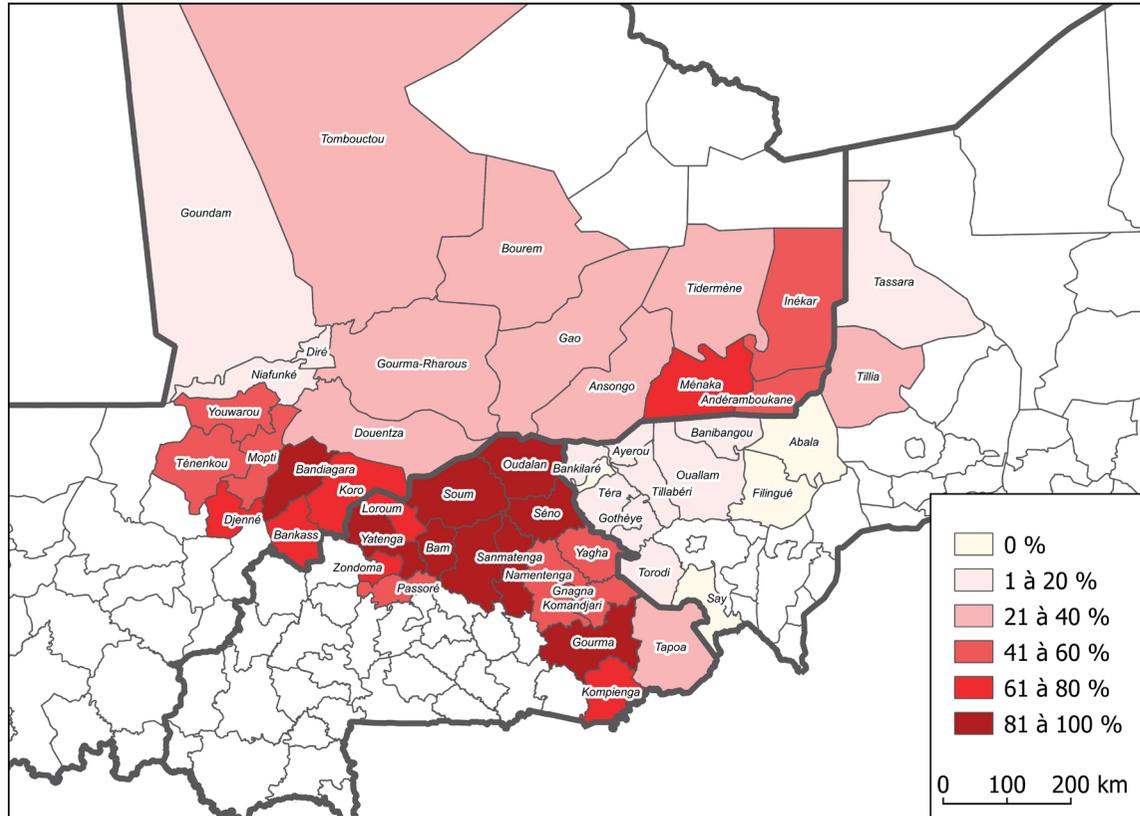


Résultats clés

- Bien que le nombre de PDI soit en augmentation en 2021 par rapport à 2020 dans la zone des 3 Frontières, la proportion d'arrivée récente (moins d'un mois) de PDI a ralenti tout au long de l'année 2021 dans la plupart des régions, exception faite des régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel (Burkina Faso).
- Dans les régions du Centre-Nord, du Nord, de Mopti et de Tahoua la proportion de PDI arrivées depuis 7 mois ou plus concernait 1 localité sur 3, suggérant une volonté des PDI à s'installer à plus long terme dans la localité d'accueil.
- A l'instar de 2020, le principal facteur rapporté par les IC motivant les déplacements de populations retournées ou réfugiées était la violence perpétrée par les groupes armés. Au Mali, les déplacements préventifs semblaient également répandus, en lien avec un contexte sécuritaire imprévisible.
- Si le sentiment d'insécurité restait le plus répandu au Mali (74% des localités évaluées), il semble avoir sensiblement progressé au Burkina Faso (57% des localités évaluées en novembre 2021, contre 48% en novembre 2020) et au Niger (44% des localités évaluées en novembre 2021, contre 27% en novembre 2020).
- D'après les IC, l'accès à une quantité suffisante de nourriture s'était globalement amélioré depuis la période de soudure (mai 2021), mais semblait s'être dégradé pour les populations des régions de Tahoua, de Tillabéri et de l'Est par rapport à novembre 2020. Les considérations climatiques sont les freins alimentaires les plus cités par les IC.
- Selon les IC, la hausse des prix des céréales a affecté l'ensemble des régions, rendant l'accès à la nourriture pour les populations dépendantes des marchés, notamment les plus vulnérables comme les PDI.
- Selon les IC, l'insécurité restait le principal facteur perturbant les activités de subsistance, principalement agropastorales.

Situation des déplacements

Carte 1. Pourcentage de localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2021



Présence des populations déplacées internes

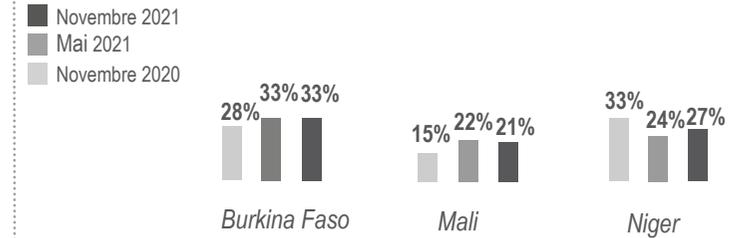
L'insécurité qui sévit dans la zone des 3 Frontières continue d'être à l'origine de nombreux déplacements de populations. Le nombre de PDI a atteint, en novembre 2021, près de 1,8 millions de PDI dans la zone des 3 Frontières, en progression de +34% par rapport à octobre 2020⁴. En novembre 2021, les IC signalaient la présence de PDI dans 44% des localités évaluées de la zone, avec une plus forte concentration dans les régions du Burkina Faso, ainsi qu'à Mopti (Mali). Toutefois, au cours de l'année 2021, les arrivées récentes de PDI ont été moins fréquemment rapportées dans l'ensemble des régions, exception faite des régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel.

Évolution de la proportion de localités évaluées au sein desquelles une arrivée récente (moins d'un mois) de PDI a été rapportée, selon les IC¹⁰



En parallèle, la proportion de PDI arrivées depuis un certain temps (plus de 7 mois) semble avoir progressé dans certaines zones. Le pourcentage de localités accueillant des PDI arrivées depuis plus de 7 mois était notamment élevé dans les régions de Tahoua (86% de localités évaluées en novembre 2021), du Centre-Nord (38%), de l'Est (32%), du Nord (31%) et de Mopti (27%). Au Niger, la mise en place de politiques gouvernementales d'incitation au retour¹¹ semblent avoir limité l'installation de long terme des PDI, notamment dans la région de Tillabéri.

Évolution de la proportion de localités évaluées au sein desquelles une arrivée de 7 mois ou plus de PDI a été rapportée, selon les IC¹⁰



Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacement

Les considérations sécuritaires demeurent au cœur des problématiques de déplacements dans la zone des 3 Frontières. Les IC ont en effet indiqué que la violence était à l'origine des déplacements dans 78% des localités évaluées en novembre 2021. Au Burkina Faso, la violence concernait plus de 9 localités évaluées sur 10, et au Niger, plus de 8 localités sur 10. Au Mali, les déplacements pour cause de violence dans la localité de départ et les déplacements préventifs se combinaient, en lien avec un contexte sécuritaire délétère, malgré le ralentissement du nombre d'incidents sur la fin de l'année 2021 (cf. partie protection). En outre, le choix de la localité d'accueil se feraient essentiellement sur des critères de présence de la famille dans la localité d'accueil d'un meilleur contexte sécuritaire et d'opportunités d'installation (emplois, logement), notamment dans les villes principales des régions^{9,13,14}.

Facteurs incitatifs de retour

Les participants aux groupes de discussions menés en octobre et en novembre 2021⁹ soulignaient que, malgré une volonté de retour dans leur localité d'origine manifeste, ces retours étaient conditionnés à un rétablissement de la sécurité dans leur localité, notamment au Mali. Par ailleurs, les données secondaires permettent d'apporter un éclairage intéressant sur les intentions de retour, qui semblent varier selon les zones. Au Burkina Faso, si les ménages PDI souhaitaient s'installer définitivement dans la localité d'origine étaient plus nombreux en 2021 qu'en 2020, un quart des ménages PDI rapportait effectuer des mouvements pendulaires vers la localité d'origine, afin de vérifier la condition de leur logement, accéder à des activités génératrices de revenus ou pour cultiver¹³. Au Niger, si certaines PDI rapportaient vouloir s'installer dans les localités d'accueil dans l'immédiat¹¹, les intentions de retour restaient élevées à Tillabéri (65% des ménages PDI de Tahoua et 54% des ménages évalués de Tillabéri¹³). En outre, les ménages retournés au Niger n'avaient, pour la plupart, pas l'intention de se déplacer de nouveau (85% des ménages retournés¹³).

Cohésion sociale

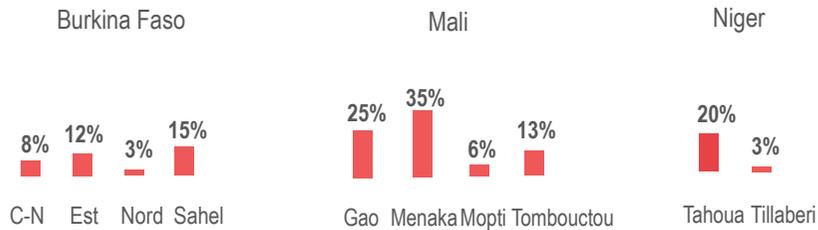
Selon les IC, en novembre 2021, les relations entre populations déplacées et populations hôtes étaient bonnes dans plus de 8 localités évaluées sur 10 de la zone des 3 Frontières. Quelques tensions étaient localement signalées, notamment à Bourem (Gao), dans le Soum (Sahel), à Tidermene et à Andermanboukane (Menaka). Une accélération des tensions aurait également eu lieu en milieu d'année dans certaines zones d'accueil de Tillabéri, en lien avec la forte densité de population sur certains sites suite à la récurrence des attaques des groupes armés non étatique en milieu d'année 2021¹¹.

Situation de protection

Contexte sécuritaire

Les incidents liés aux attaques des groupes armés et aux tensions communautaires ont continué d'affecter les régions de la bande frontalière tout au long de l'année 2021. Les violences contre les populations civiles, ainsi que les explosions sont notamment en hausse par rapport à 2020, avec une accélération notable à partir du 2ème trimestre 2021¹⁴. Les groupes armés ont continué de s'affronter dans la zone et d'étendre leur influence, faisant pression sur certaines localités au travers de blocus ou des attaques d'une violence extrême telles que le blocus Marébougou (Mopti), de Dinangourou (Mopti), les attaques de Solhan (Sahel), d'Inata (Sahel), et raids multiples à Banibangou (Tillabéri)^{15,16,17}.

Pourcentages de localités évaluées où les IC ont rapporté des incidents à l'encontre de populations civiles au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2021



Les populations du Mali semblent être plus affectées par les incidents, avec 15% de localités évaluées au sein desquelles les IC ont rapporté que les populations ont été la cible d'attaques (contre 9% au Burkina Faso, et 5% au Niger). La proportion de localités touchées par les incidents entre civils semble avoir légèrement progressé par rapport à novembre 2020, notamment dans la région de l'Est, du Centre-Nord et de Tahoua¹⁸. A l'inverse, le nombre d'exaction sur les populations civiles aurait diminué au Mali sur la fin d'année, avec une concentration des incidents sur la région de Mopti, et un pic atteint au 2ème trimestre 2021¹⁵.

Selon les IC, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans 60% des localités évaluées de la zone des 3 Frontières en novembre 2021 (contre 52% en novembre 2020). Si le sentiment d'insécurité restait le plus élevé dans la région de Mopti, épice centre des incidents de protection de la zone des 3 Frontières¹⁶ il semble également s'être particulièrement dégradé dans les régions du Sahel (Soum, Yagha), de l'Est (Tapoa, Gourma, Komandjari, Gnagna), du Nord (Lorum, Yatenga) et de Tahoua (Tillia, Tassara) depuis novembre 2020 (cf. cartes 2.a, 2b et 2c). Outre l'impact physique et psychologique liés aux incidents et aux menaces, cette insécurité grandissante renforce l'exposition aux risques de protection des personnes les plus vulnérables. Au Mali, les données MSNA 2021 indiquent que les femmes et les jeunes filles de moins de 18 ans sont particulièrement exposées aux risques de violences sexuelles dans les régions de Menaka (76% des ménages), de Mopti (43%), de Gao (38%) et de Tombouctou (24%)¹². Par ailleurs, au Burkina Faso, le travail des enfants constituerait un phénomène récurrent, notamment dans les régions de l'Est et du Nord (près d'un enfant sur deux)¹². Enfin, de nombreux cas de mariages forcés et de travail des enfants ont également été rapporté dans les régions de Tahoua, de Tillabéri (Niger), de Menaka, de Mopti, de Gao et de Tombouctou (Mali)¹².

Principales préoccupations matière de protection

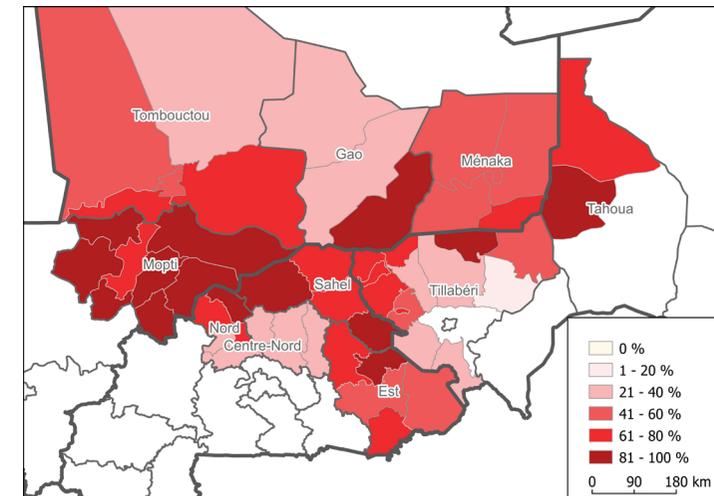
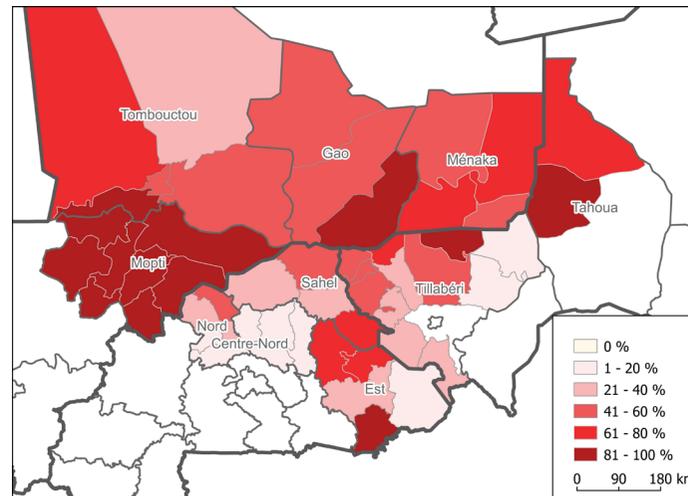
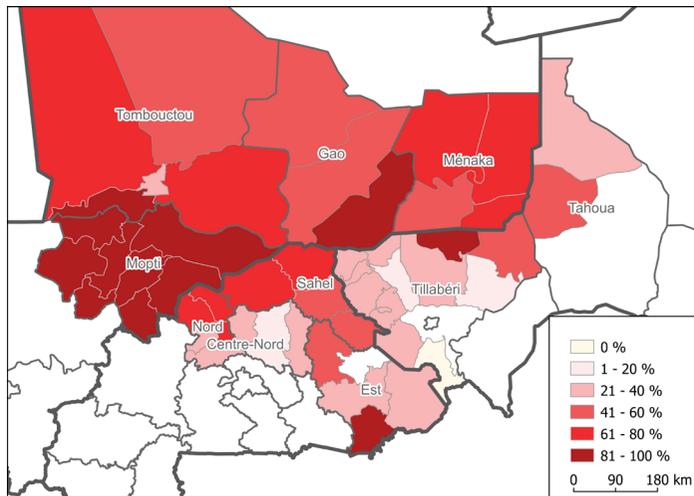
En novembre 2021, les principales préoccupations de protection rapportées par les IC étaient similaires à 2020¹⁸, et se cristallisaient autour des violences engendrées par les groupes armés (55% des localités évaluées sur l'ensemble de la zone) et le vol de bétail (32%). Les risques d'enlèvement, conséquences potentielles de l'insécurité sur les axes et de la présence des groupes armés, étaient davantage rapporté dans les régions de l'Est, Tahoua, le Sahel, Menaka ou encore l'ouest de Mopti. Certaines préoccupations étaient plus fortes par endroit. En novembre 2021, les préoccupations relatives aux violences basées sur le genre semblaient par exemple être polarisées au Mali. Des risques d'exposition aux violences basées sur le genre étaient en effet rapportées à Tombouctou (32% des localités évaluées), à Mopti (14%) et à Gao (11%). Par ailleurs, l'exposition aux risques liés à l'accès aux ressources était également plus fréquemment rapporté dans les régions de Tombouctou, de Gao et de Menaka, et semblaient connectées à l'accès à l'eau. En effet, dans ces mêmes régions, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à l'eau en raison de l'insécurité dans plus d'un cinquième des localités évaluées en novembre 2021.

Cartes 2a, 2b, 2c. Évolution du pourcentage de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données

(2a) Novembre 2020

(2b) Mai 2021

(2c) Novembre 2021



Sécurité alimentaire

Contexte alimentaire

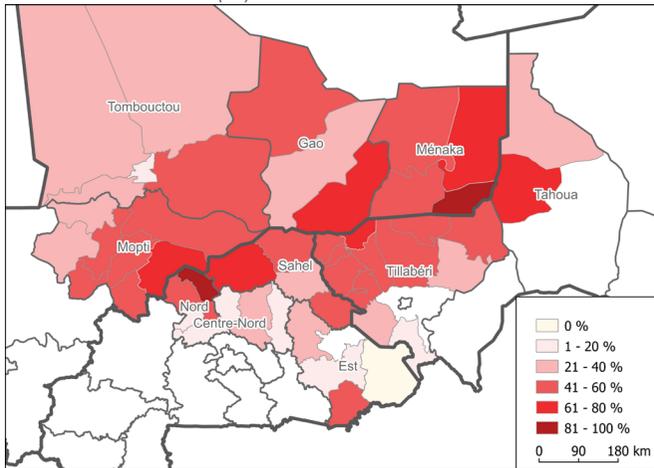
D'après le Cadre Harmonisé de novembre 2021, 3,6 millions de personnes ont été déclarés en situation d'insécurité alimentaire (phases 3 à 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) sur la période de septembre à décembre 2021, soit presque un tiers des ménages de la zone¹⁹. Si la situation s'est globalement améliorée entre mai 2021 et novembre 2021, suite à la période de récoltes de septembre, le contexte alimentaire des populations de la zone semble moins favorable qu'en novembre 2020. Les IC rapportaient en effet que dans 52% des localités évaluées de la zone, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture en novembre 2021 (contre 41% en novembre 2020). L'accès à la nourriture semble s'être particulièrement dégradé dans les régions frontalières du Niger, dans la région de l'Est, dans les provinces du Yatenga, du Passore et de Zondoma (région Nord) ainsi que dans les cercles de Bankass, de Bandiagara et de Koro (ouest de la région de Mopti) (voir cartes 3a, 3b, et 3c). Par ailleurs, dans la région du Nord, les IC indiquaient que le manque de force pour cultiver était principal facteur du manque de nourriture dans 18% (Yatenga) et 22% (Zondoma) des localités évaluées, suggérant une situation alimentaire et nutritionnelle inquiétante. Enfin, dans la région de Tombouctou, la dégradation de la sécurité alimentaire semblait en partie liée à l'arrêt des distributions alimentaires (56% des localités évaluées) et au manque de ressources lié aux déplacements récents (19% des localités évaluées en novembre 2021).

Principales sources de nourriture et facteurs de perturbation

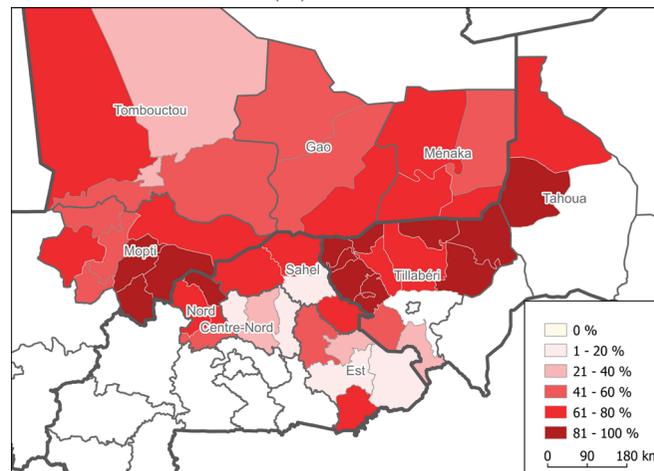
La propre production agricole représentait donc, selon les IC, la principale source de nourriture dans 55% des localités évaluées de la zone en novembre 2021. Venaient ensuite la nourriture achetée (29%), puis l'élevage (6%). L'achat de nourriture semble avoir progressé par rapport à la même période de l'année dernière, suggérant un moindre niveau des stocks alimentaires (autoproduction). Des facteurs climatiques, économiques et sécuritaires expliquent cette situation. En effet, les 3 facteurs les plus cités par les IC pour expliquer le manque d'accès à la nourriture dans la zone des 3 Frontières étaient les facteurs climatiques (sécheresse ou inondation, 47% des localités évaluées), le manque d'argent (37%) et le manque d'accès aux terres et aux cours d'eau en raison de l'insécurité (35%), avec une polarisation des problématiques selon les régions. Alors que les problèmes climatiques étaient principalement cités dans les régions de Mopti, Tillabéri, le Nord et le Centre-Nord^{20,21}, l'insécurité était plus davantage rapportée dans les régions du Sahel, de l'Est et de Mopti. Dans les régions pastorales de Tahoua et de Menaka, les IC rapportaient que le manque de bétail constituait le principal facteur de manque d'accès à la nourriture, probablement en lien avec l'insécurité (voir partie protection)²⁰.

Cartes 3a, 3b, 3c. Évolution du pourcentage de localités évaluées au sein desquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données

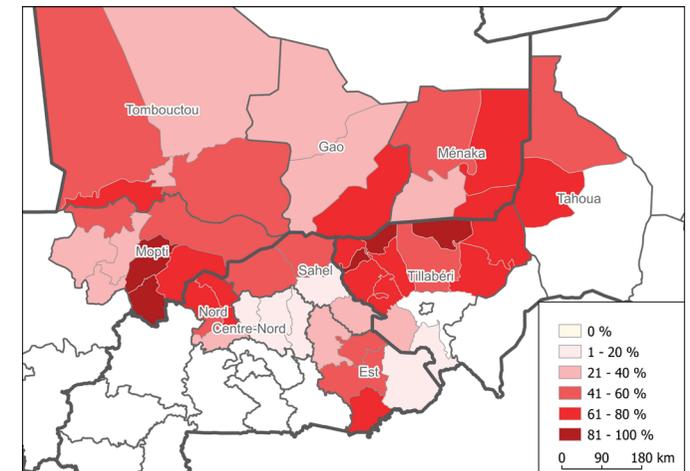
(3a) Novembre 2020



(3b) Mai 2021



(3c) Novembre 2021

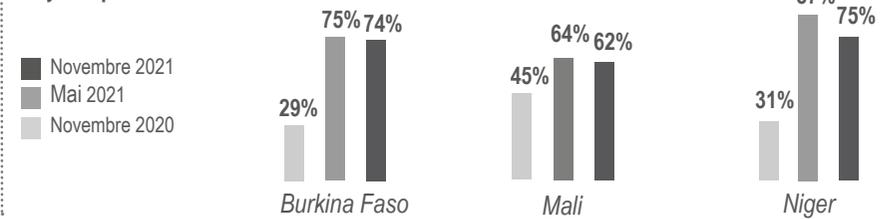


Le manque d'argent rapporté dans une grande partie des localités semble ainsi corrélé à une moindre disponibilité de la nourriture au travers des activités agropastorales, de l'augmentation des déplacements et d'un contexte sécuritaire volatile.

Accès aux marchés et variations des prix

En novembre 2021, l'accès au marché paraissait globalement bon, les IC rapportant qu'ils étaient accessibles dans 85% des localités évaluées. Le principal facteur de perturbation était l'éloignement des marchés (33% des localités évaluées) et l'insécurité (32%). L'éloignement des marchés semblait être problématique en raison de l'absence de transport dans les régions de Tahoua et de Tillabéri, tandis qu'il était davantage relié à l'insécurité dans les autres régions. À Gao et à Tombouctou, les deux facteurs (insécurité et manque de transports) semblaient se combiner. Par ailleurs, la hausse des prix semble s'être poursuivie en fin d'année, malgré la fin de la période de soudure. Des hausses de prix de céréales ont en effet été rapportées dans 71% des localités évaluées de la zone en novembre 2021 (contre 34% en novembre 2020)¹⁸. Celles-ci semblent relever d'une demande agricole plus forte que son offre, mêlant une reconstitution des stocks agricoles moyenne, une forte insécurité restreignant les activités agricoles et une pression sur les denrées alimentaires disponibles plus forte dans les zones d'accueil de PDI. Au début du 2^{ème} semestre 2021, la hausse des prix était déjà signalée comme principal facteur de dysfonctionnement des marchés dans les 3 pays¹². Avec l'application de sanctions commerciales au Mali²², il est en outre probable que les prix continuent leur progression sur 2022 dans les zones dépendantes des échanges commerciaux, avec des répercussions conséquentes sur les populations dont la nourriture constitue déjà l'un des principaux postes de dépenses dans les revenus¹².

Évolution de la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une hausse de prix des céréales cours des 30 jours précédant la collecte de données



Moyens de subsistance

Accès aux moyens de subsistance

En 2021, les principales activités des ménages de la zone des 3 Frontières demeuraient l'agriculture et l'élevage, parfois complétées par du travail journalier selon le calendrier agricole (Burkina Faso, Mali) et les petites commerces (Niger)¹². D'après les IC, l'accès aux moyens de subsistance est resté globalement stable à l'échelle zone des 3 Frontières. Les IC ont en effet rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance dans 58% des localités évaluées en novembre 2021 (contre 56% en novembre 2020)¹⁸. Cette stabilité cache des disparités plus locales, avec une dégradation de l'accès aux moyens de subsistance plus marquée dans la région de Tahoua, de l'Est, dans l'ouest de la région de Mopti (Bandiagara – Bankass – Koro), à Gao (Ansongo), à Tillabéri (Banibangou) et dans le Lorum (Nord) (voir les cartes 4a, 4b, 4c).

Principales principales activités perturbées²⁴ selon les IC, en pourcentage de localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2021 :

Burkina Faso	Mali	Niger
Élevage (74%)	Élevage (65%)	Élevage (44%)
Agriculture pour autoconsommation (63%)	Agriculture pour vente (40%)	Travail journalier (27%)
Commerce (53%)	Chasse / Cueillette / Pêche (30%)	Agriculture pour autoconsommation (23%)

Principales activités perturbées et facteurs de perturbations des activités

Selon les IC, la principale activité perturbée dans les 3 pays était l'élevage en novembre 2021. Venaient ensuite les activités agricoles, le travail journalier ou les activités de commerce / vente, selon les zones. Au Burkina Faso, l'orpaillage était également cité comme une activité particulièrement perturbée (51% des localités évaluées en novembre 2021).

A l'instar de novembre 2020, l'insécurité était citée par les IC comme principal facteur perturbateur de l'ensemble des activités de subsistance dans 47% des localités évaluées en novembre 2021. D'après les IC, l'insécurité concernait plus de 8 localités évaluées sur 10 au Burkina Faso, avec comme principale conséquence la perturbation de l'accès aux terres agricoles et pastorales¹². Par ailleurs, au Mali, les ménages étaient encore très affectés par un contexte économique en crise²⁰. Outre l'insécurité, le manque d'argent constituait un frein essentiel au développement d'accès aux activités génératrices de revenus à Tombouctou (37%) et à Gao (20%). Au Niger, une combinaison de facteurs sécuritaires et économiques expliquait les difficultés d'accès aux activités de subsistance. En effet, si les IC rapportaient que l'insécurité affectait plus d'1/5 des localités de Tahoua et de Tillabéri, le manque d'argent, le manque d'opportunité de travail et le manque de transports constituaient également des freins importants (novembre 2021).

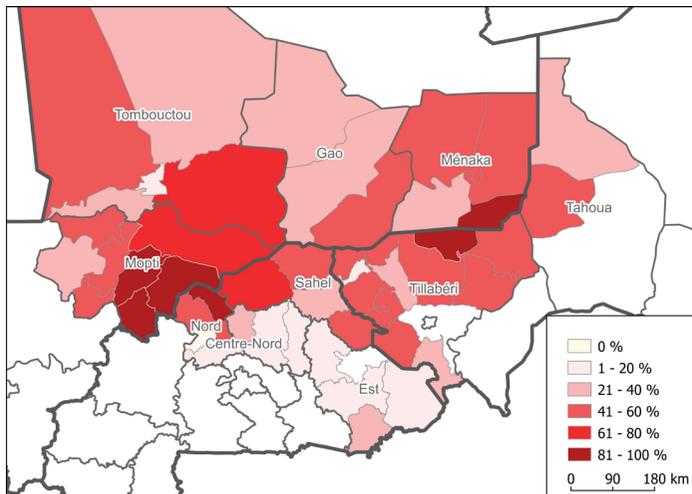
Focus sur les activités agricoles

En ce qui concerne les activités agricoles, les principaux freins au développement de ces activités étaient les mêmes que cités précédemment pour l'accès à la nourriture, à savoir : l'insécurité, perturbant l'accès aux parcelles cultivables (58% des localités évaluées), l'insuffisance de pluies (45% des localités évaluées) et le manque d'argent (34% des localités évaluées en novembre 2021). Cette similitude dans les facteurs perturbateurs soulignent la dépendance des ménages de la zone aux activités agricoles pour accéder à la nourriture.

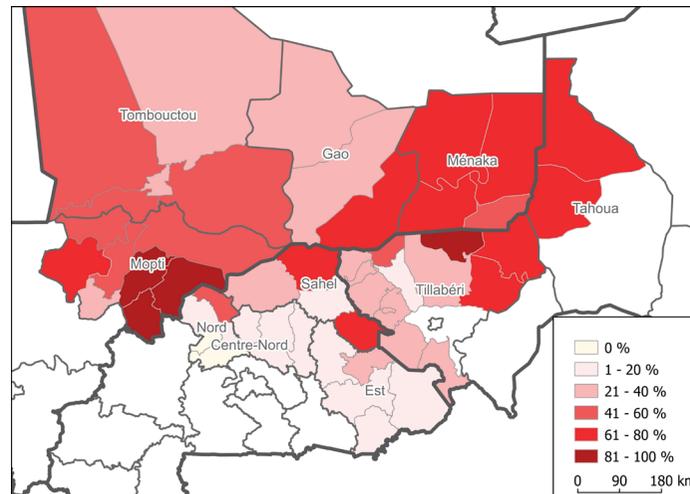
D'autres freins apparaissent de façon plus localisée, comme la pauvreté des sols (64% des localités évaluées de Menaka) ou le manque de main d'oeuvre (33% des localités évaluées du Nord et de Mopti), ou le manque de semences (38% des localités évaluées de Menaka et 25% des localités évaluées de Tahoua).

Cartes 4a, 4b, 4c. Évolution du pourcentage de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 jours précédant la collecte de données

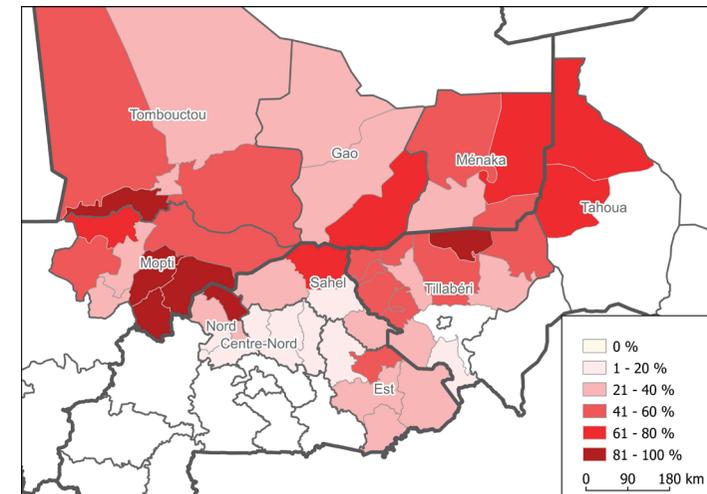
(4a) Novembre 2020



(4b) Mai 2021



(4c) Novembre 2021



Références

- 1.Crisis Group. [Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique](#). Juin 2019.
- 2.ACAPS (Assessment Capacity Project). [Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso](#). Mars 2019.
- 3.RCAP (Resilience Common Analysis and Prioritization). [Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma](#). Février 2019.
- 4.OCHA. [Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2021](#). OIM / UNHCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2021. UNHCR. [Sahel situation](#) (Tillabéri and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020
- 5.RCAP. [Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma](#). Février 2019.
- 6.REACH. [Aperçu préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#). Novembre 2019.
- 7.REACH. [Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#). Octobre 2019.
- 8.Cette méthodologie a été développée au Sud Soudan par REACH. Les termes de références sont disponibles [ici](#).
- 9.REACH. Les groupes de discussions ont été menées dans les zones suivantes : commune de Thiou (Nord) et province du Zondoma (Nord) au Burkina Faso ; communes de N'Tillit (Gao) et de Dourou (Mopti) au Mali ; commune de Dessa et d'Ayerou (Tillabéri) au Niger. Octobre, novembre 2021.
- 10.Pourcentage calculé au sein des localités au sein desquelles la présence de PDI a été rapportée par les IC.
- 11.REACH. [Évaluation de la situation en protection des personnes déplacées dans la région de Tillabéri](#). Novembre 2021.
- 12.REACH. Données MSNA (Multi sector needs assessment) 2021. [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Niger](#).
- 13.REACH. [Cartes d'étalement urbain](#). Burkina Faso. Décembre 2021.
- 14.ACLED. [Données des incidents de protection pour les 10 régions de la zone d'étude](#). Comparaison entre l'année 2020 et l'année 2021.
- 15.UNHCR et AMSS. [Monitoring de Protection du Mali](#). Janvier à Novembre 2021.
16. Monitoring de protection du Burkina Faso.
- 17.UNHCR, ANTD et CIAUD. Monitoring de protection. Régions de Tillabéri et de Tahoua. [Mai et novembre 2021](#).
- 18.REACH. [Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger](#). Janvier 2021.
- 19.CILSS. [Résultats du Cadre Harmonisé](#). Novembre 2021.
- 20.FEWSNET. Rapport sur la situation agricole. [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Niger](#). Juin et décembre 2021.

- 21.REACH. Vulnérabilités face à la sécheresse dans la région du Nord. Septembre 2021.
22. RFI. [Mali: la Cédéao adopte de très lourdes sanctions contre la junte](#). Janvier 2021.
- 23.Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

Informations complémentaires

REACH est une initiative conjointe de deux organisations non gouvernementales internationales, ACTED et IMPACT initiatives, et du Programme d'Applications Satellitaires Opérationnelles de l'UNITAR (UNOSTAT).

Retrouvez tous les produits de REACH sur le site internet : www.reach-initiative.org.

Les derniers produits de REACH sur le suivi de la situation humanitaire (HSM) sont disponibles via ces liens :

- REACH. [Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Factsheet région des 3 Frontières](#). Septembre 2021.
- REACH. [Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Factsheet de la région du Centre-Nord, Burkina Faso](#). Novembre 2021.
- REACH. [Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Focus sur les déplacés de Inkilwatane et Garey-Kado \(Niger\)](#). Octobre 2021.
- REACH. [Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Focus sur les besoins des personnes déplacées de Dinangourou \(Mali\)](#). Septembre 2021.